

Madagascar va donc accueillir en 2010 le XIIIème Sommet de la Francophonie. Et c'est une très bonne nouvelle !

Le Président Marc Ravalomanana qui a montré beaucoup de pugnacité, d'entregent et donc de talent pour remporter cette sélection face à la République démocratique du Congo a d'ores et déjà précisé que ce sommet portera principalement sur la diversité culturelle. Un coup de chapeau également à l'équipe diplomatique qui l'accompagnait et qui a réalisé un efficace travail, concrétisé par cette belle victoire pour l'image de Madagascar.



Crédit photo : www.france-ameriq

Cette bonne nouvelle, faut-il le rappeler, arrive à l'heure où un nouvel Ambassadeur de France, Jean-Marc Simon, est annoncé à Madagascar en provenance du Gabon. Proche de Jacques Chirac et gaulliste de toujours, le nouvel Ambassadeur de France fut de 1993 à 1996, directeur de cabinet des ministres de la Coopération successifs (Michel Roussin, Bernard Debré et Jacques Godfrain). Il est l'un des meilleurs spécialistes français de l'Afrique, un familier de ses réseaux et habitué aux situations parfois délicates.

Dimanche dernier, l'Organisation internationale de la Francophonie qui compte désormais 70 membres dont 56 Etats et gouvernements membres à part entière et 14 pays observateurs a donc achevé ses travaux. Mais ce XIIème Sommet de la Francophonie a été largement éclipsé

par la crise financière et les mesures à mettre en place pour y remédier. Malgré cela, le Sommet a réussi à avoir son premier débat officiel sur la langue française. Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres présents à Québec se sont en effet engagés à défendre le français, surtout dans les instances internationales.

Le Secrétaire général de la Francophonie, l'ancien Président Sénégalais Abdou Diouf, en accord avec le président français, a exprimé le souhait qu'à Québec, les pays francophones « se mobilisent pour en arriver à une nouvelle architecture financière, bancaire et monétaire internationale ». Il a souhaité également que l'accent soit mis sur la crise alimentaire, inscrite de longue date à l'ordre du jour et qui frappe particulièrement l'Afrique (voir à ce sujet notre éditorial in La Vérité du 17 octobre 2008). Rappelons que trente des cinquante trois pays de l'Union africaine sont membres de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Abdou Diouf, en rappelant ce sujet grave pour les pays du Sud restait dans la logique de son discours prononcé en mai dernier lors de la Rencontre internationale de la Francophonie économique, au cours duquel il exprimait « la conviction que la Francophonie est dans son rôle lorsqu'elle se préoccupe d'économie. Il y aurait, en effet, quelque chose d'indécemment à vouloir, d'un côté, promouvoir la diversité linguistique et culturelle, (...) et à laisser, de l'autre, perdurer des inégalités intolérables entre pays riches et pays pauvres, (...) car il ne sert à rien de dire que tout être humain a le droit de vivre dans la dignité, dans la liberté, dans la paix, s'il n'a pas même les moyens de survivre. »

Car en effet, les nations francophones ont « les moyens de contribuer à la régulation, à la moralisation, à l'humanisation de la mondialisation », notamment « parce que l'économie n'est pas simplement affaire de chiffres et de modèles : elle est aussi affaire de langage et de négociation. Et dans ce contexte, le partage d'une langue, non pas imposée, mais choisie, constitue un atout incontestable. »

Mais, bien au-delà, s'agissant de l'utilisation du français à l'échelle internationale, la question n'est plus réellement de s'affirmer face à l'anglais comme on pouvait l'imaginer dans les années quatre-vingt-dix. « Comme le monde de la puissance, soulignait un ancien secrétaire général de l'ACCT, le monde culturel est en train de devenir multipolaire. La Chine, l'Inde ou le Brésil ont aujourd'hui les moyens d'exercer une influence mondiale à travers une poussée linguistique et culturelle. L'Inde est en train d'organiser sa diaspora. La Chine, en trois ans, a implanté près de 200 centres Confucius [à la fois centres culturels où l'on peut apprendre le chinois et lieux de rencontres entre entrepreneurs locaux et chinois, ndlr] hors de ses frontières et prévoit d'arriver à 1000 à l'horizon 2015. »

La question est donc désormais bien davantage de savoir si, demain, le français sera toujours « une langue à vocation mondiale », aux côtés de l'anglais mais aussi du mandarin, de l'hindi ou de l'espagnol. C'est le défi politique de ces prochaines années pour les dirigeants francophones. Car il est vrai que nombre de pays membres n'ont pas fait l'effort qu'il convenait

pour son emploi à l'international ni pour son enseignement. Aujourd'hui, les chiffres sont clairs : 200 millions de personnes parlent le français pour une population totale des pays membres de quelque 800 millions d'habitants !

Alors, pour preuve de leur bonne volonté, les dirigeants de la Francophonie s'engagent à faire de leur mieux pour développer l'usage du français sur leur territoire, et s'engagent aussi à s'exprimer dans la langue de Molière, au sein des instances internationales. Des avancées donc, mais comme souvent, peu de moyens financiers accompagnent ces bonnes résolutions.

A Madagascar, faut-il le rappeler au nom de la Vérité, l'anglais, lors de la révision constitutionnelle du 27 avril 2007, a été rajouté aux deux langues nationales, le malagasy et le français ! Par surcroît, mais cela a-t-il vraiment un rapport avec ce qui précède, les Métis (pour parler clair, disons les franco-malgaches !), toujours d'après la nouvelle constitution, n'ont plus le droit de se présenter aux élections présidentielles ! Enfin, pour être tout à fait politiquement incorrect, la malgachisation à outrance que le Président Ravalomanana souhaite rapidement mettre en place dans l'enseignement, ne va-t-elle pas, comme aux heures les plus sombres des années de plomb ratsirakiennes, éloigner encore plus Madagascar de la communauté internationale ?!

Au cours du Sommet de Québec, les chefs d'Etats et de gouvernements se sont également penchés sur la prévention et le règlement des conflits, tout comme sur le respect de l'état de droit. Cela reste la priorité de la Francophonie qui cherche à étendre son influence politique à travers des partenariats avec de nombreuses organisations internationales et régionales, notamment les Nations unies, l'Union européenne, l'Union africaine et même le Commonwealth.

L'Organisation internationale de la Francophonie coopère étroitement avec l'Onu en particulier dans le cadre de l'alerte précoce pour prévenir les conflits et aussi dans l'appui aux sorties de crise ou aux périodes de transition. Cette coopération a été officialisée par une rencontre à New York le 28 mars dernier entre Ban ki Moon et Abdou Diouf, consacrée à la fois à la prévention des conflits, au maintien de la paix, à l'accompagnement des processus électoraux, à l'utilisation du français et à la diversité culturelle.

S'agissant de sa collaboration avec l'Union européenne, l'Organisation internationale de la Francophonie travaille à Bruxelles auprès des ambassades et des missions des 27 pays membres mais aussi des candidats à l'Union européenne et dans différents Etats partenaires en formant chaque année des conseillers politiques et des conseillers techniques. La Commission européenne et la Francophonie ont par ailleurs conclu en 2006 un Protocole d'accord pour renforcer le dialogue, la concertation et la coordination de leurs interventions en faveur des pays auxquels elles portent un intérêt commun, dans des domaines prioritaires comme la démocratie, les droits de l'homme et la prévention des conflits, la diversité culturelle et linguistique, l'éducation et la formation ainsi que le développement économique et social.

Toutefois, lors du Sommet de Québec, les chefs d'Etat et de gouvernement du Nord comme du Sud, avaient tous une seule préoccupation en tête : que faire face à la crise des marchés ? Le président français, en dépit des critiques sur la brièveté de son séjour avec ses pairs francophones, demeure cependant le grand gagnant du sommet. Il a même réussi à faire adopter son idée de sommets internationaux sur la situation de l'économie mondiale. Et, last but not least, George W. Bush, au départ sceptique sur la démarche, l'a finalement acceptée. Mais si les grandes puissances sont au front pour endiguer le mal, on ignore comment les pays du Sud éviteront le contrecoup de la crise sur leurs économies réelles... et donc le coût social du comportement des criminels de la finance internationale !

Pour conclure sur une « note d'espoir », à l'heure où nous allons nous séparer momentanément, ayons une pensée vers cette femme qui vécut pauvre parmi les pauvres et qui nous a donné une belle leçon de vie. Que Sœur Emmanuelle soit heureuse où elle est maintenant. Et surtout, que son œuvre, à Madagascar et ailleurs, soit perpétuée avec force et vigueur. Bon week end !

Patrick Rajoelina

Sources : <http://www.laverite.mg>